

La lutte contre la guerre du Vietnam à Paris

par Sabine Rousseau

21 février 1968 : l'acmé de la lutte contre la guerre du Vietnam à Paris.

Le 21 février 1968, tous les mouvements politiques engagés dans la lutte contre la guerre du Vietnam appellent les Parisiens à exprimer leur solidarité avec le peuple vietnamien au moment où les combattants vietnamiens du Front national de libération (FNL) attaquent simultanément une centaine de villes contrôlées par l'armée américaine au sud-Vietnam, défilant ainsi, par cette « offensive du Têt », les 500 000 GI's engagés sur place, dans une guerre qui s'est enlisée depuis l'intervention militaire de février/mars 1965.

Depuis l'année précédente (1967), la date du 21 février est devenue le temps fort de la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme occidentaux, incarnés par l'intervention américaine au Vietnam. Toute la gauche révolutionnaire appelle à assister à des meetings et à manifester à Paris. Les tracts se multiplient pour inciter les Parisiens à participer aux actions prévues. L'UNEF exhorte les étudiants à décréter, ce 21 février 1968, « l'occupation du Quartier latin » pour « la victoire du Vietnam » ; le Comité Vietnam National (CVN) appelle aussi à un rassemblement boulevard Saint-Michel, rebaptisé pour la circonstance « boulevard du Vietnam héroïque », tandis qu'un comité Vietnam de base (CVB) de la faculté des sciences enjoint les manifestants à se retrouver quai Saint-Bernard et d'autres CVB appellent lycéens et étudiants à converger vers les Champs Elysées pour soutenir le FNL qui « vaincra ». Pour le Comité intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam (SNES-Sup, UNEF, CGT, FEN), les trois journées anti-impérialistes des 19, 20 et 21 février 1968 doivent aussi exprimer un soutien indéfectible au « peuple vietnamien qui redouble d'héroïsme dans la lutte pour son indépendance ». Victoire pour le Vietnam, le journal des CVB, se félicite d'avoir vu, ce jour-là, le drapeau du FNL flotter sur l'ambassade du Sud-Vietnam, hissé de manière très symbolique par les manifestants et s'attribue le mérite de la réussite de la mobilisation. La convergence entre toutes ces initiatives est indéniable : la cause est la même. Tous partagent un fort sentiment anti-américain qui s'exprime plus ou moins violemment (les plus radicaux aux CVB dénoncent les « Yankees-nazis ») et exigent le retrait américain ; tous expriment leur solidarité avec le peuple vietnamien, véritable David contre Goliath, symbole de résistance contre toutes les oppressions ; leur combat politique est nourri d'images moralement révoltantes : les images violentes de cette guerre lointaine s'invitent pour la première fois à l'heure du journal télévisé que la moitié des foyers français reçoit désormais à domicile. La guerre du Vietnam est une cause partagée qui suscite un élan congruent de groupes de militants issus de générations, milieux et horizons politiques divers qui parlent globalement un langage commun. Cependant, cette convergence ne doit pas occulter la concurrence entre les groupes militants qui lancent des appels concomitants à la mobilisation mais toujours séparés et en ordre dispersé, selon des géographies différentes. Tous ne disposent pas des mêmes moyens. Les tracts en couleurs du Comité national d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien (CNA) bénéficient du financement et de la logistique communistes. Ceux des CVB, écrits et ronéotypés à la main, restent artisanaux. Tous n'ont pas embrassé la cause vietnamienne au même moment et l'entrée dans la lutte des uns a souvent provoqué le repositionnement des autres.

Un engagement échelonné et concurrentiel.

Les premières réactions avaient émané des intellectuels et des universitaires dès le printemps 1965, au moment des premiers bombardements du Nord-Vietnam par les B52 et du débarquement des premiers GI's à Danang. Le collectif intersyndical universitaire pour la paix au Vietnam créé à l'initiative

de l'UNEF et du SNES-Sup organise son premier meeting à la Mutualité le 21 mai 1965. La première année, la gauche communiste -au sens large- groupée autour du Mouvement de la Paix, exerce un quasi-monopole sur la cause vietnamienne avant que des initiatives venant des milieux de la gauche chrétienne (lettre pétition au président Johnson en avril, veillée pour la paix en décembre) émergent, sans grande visibilité, au cours de l'année 1966. Puis, le Comité Vietnam National (CVN) est fondé à l'occasion d'un meeting intitulé « Six heures pour le Vietnam » tenu à la Mutualité le 28 novembre 1966. Né dans les milieux trotskistes, il est dirigé par Laurent Schwartz, Jean Schalit, Alain Krivine et Bernard Kouchner. Dans les semaines qui suivent des comités locaux se créent à Paris et en province, particulièrement dans les lycées. Les comités Vietnam de base (CVB) naissent au début de l'année 1967 dans le sillage de la journée anti-impérialiste du 21 février. Ils sont animés par des militants maoïstes de l'UJCml qui rompent avec le CVN jugé trop loin de « la base » et trop proche de la ligne communiste, celle du Mouvement de la Paix et du collectif intersyndical qui ont préféré jusque-là scander « paix au Vietnam » plutôt que « victoire pour le Vietnam ». Ces militants maoïstes n'hésitent pas à faire le coup de poing avec les militants d'extrême droite ou avec les CRS comme les affrontements du 7 février 1968 l'attestent. Le CVN réagit à la multiplication et l'offensive des CVB qui diffusent leurs idées dès le printemps 1967 dans leur journal Victoire pour le Vietnam, en faisant lui aussi paraître, à partir d'octobre 1967, un journal, Vietnam, proclamant en exergue « leur lutte est la nôtre ». La surenchère gauchiste bouscule les habitudes des partis et syndicats. A son tour, le PCF rebondit en créant, en janvier 1968, le Comité national d'action pour le soutien et la victoire au Vietnam (CNA) et se dote aussi d'un journal, Avec le Vietnam, dont le premier numéro est tiré à 5 millions d'exemplaires. Pour reprendre la main, en ce début de l'année 1968, le PCF troque le mot d'ordre « Paix au Vietnam » pour celui de « Victoire pour le Vietnam ».

Du local à l'international.

L'implantation locale des comités, de quelque obédience qu'ils soient, constitue un enjeu majeur. Chaque lycée ou faculté -parfois chaque promotion à l'intérieur d'une faculté-, chaque quartier ou commune voit s'implanter un comité Vietnam qui investit les locaux universitaires, municipaux ou associatifs pour y tenir des projections de films de cinéastes engagés ou de photos rapportées du Vietnam par quelque témoin ou encore organiser des conférences et des débats sur la situation au Vietnam. Toutes ces micro-initiatives locales, « à la base », sont motivées par une solidarité qui a pour ambition de s'exercer au niveau international. La référence à la lutte contre la guerre du Vietnam dans d'autres pays est récurrente. Les militants veulent s'inscrire, au moins sur le papier, dans un réseau international : la lutte est mondiale contre les forces impérialistes. Certains vont effectivement à la rencontre de militants étrangers. La Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) appelle les étudiants à participer à Berlin à la grande manifestation organisée par Rudi Dutschke dans le cadre d'un Congrès international de solidarité avec la révolution vietnamienne les 17 et 18 février 1968. Quelques centaines d'étudiants majoritairement trotskistes (JCR) et socialistes unifiés (ESU) rapportent de cette expérience un art festif de la manifestation. D'autres étudiants, « jeunes révolutionnaires du monde occidental », sont invités par le CVN à s'inscrire à un camp d'été, à Cuba en août 1968, pour y rencontrer des jeunes cubains et vietnamiens investis dans la lutte révolutionnaire. D'autres militants cherchent à donner la parole aux Vietnamiens : les CVB et CVN diffusent la presse de Hanoi rédigée en français à des fins de propagande, essentiellement Courrier du Vietnam. Ils popularisent les déclarations dites en 4 et 5 points respectivement de la République du Vietnam (RDV, Nord-Vietnam) et du FNL. Les militants de la gauche communiste invitent dans leurs meetings des représentants des délégations de la RDV et du FNL, surtout à l'approche de l'ouverture des négociations au printemps 1968, avec lesquels ils tentent de conserver des relations exclusives, nées de la proximité des appareils communistes français et vietnamiens.

Le Vietnam, Mai 68 et après ...

La lutte contre la guerre du Vietnam a-t-elle préfiguré les événements de Mai-juin 68 ? Un certain nombre de caractéristiques de cette lutte se retrouvent en effet dans le mouvement de Mai : une forte mobilisation des jeunes, l'émergence de comités de base à l'extrême gauche battant en brèche le modèle militant des appareils traditionnels, notamment dans la sphère communiste, une géographie militante et un usage symbolique des lieux en particulier au Quartier latin. Sans être l'aboutissement de la lutte contre la guerre du Vietnam, le mouvement de Mai s'est indéniablement nourri de ses expériences. Et ce sont des arrestations d'étudiants anti-impérialistes responsables de bris de vitrines d'une agence American Express dans le quartier de l'Opéra, le 20 mars 1968, qui sont à l'origine du Mouvement du 22 mars à la faculté de Nanterre. Le mouvement de Mai qui s'ensuit éclipse-t-il le Vietnam ? Le 12 mai, les CVB appellent à se rassembler devant l'Hôtel Lutétia pour « soutenir les représentants du peuple vietnamien », les délégations du FNL et de la RDV arrivées à Paris pour la conférence préliminaire aux négociations entre les Etats-Unis et la RDV. Le 14 mai, au lendemain des grandes manifestations unitaires, le CVN rédige un communiqué de presse dans lequel il affirme sa solidarité avec les étudiants tout en demandant aux manifestants de ne pas oublier le Vietnam : « Le comité Vietnam National, dont l'écrasante majorité des militants a participé aux actions de la semaine dernière, se solidarise entièrement avec les revendications et les formes de lutte adoptées par les étudiants. Il appelle tous ses comités à apporter l'aide maximum au mouvement qui se développe à entrer en contact avec les comités d'action qui se forment. Le Comité Vietnam National appelle en même temps tous les participants des manifestations et grèves à ne jamais cesser de démontrer leur solidarité active avec la R.D.V. et le F.N.L., qui plus que jamais sont à l'avant-garde de tous les peuples ». Mais le rassemblement devant l'hôtel Lutétia est finalement annulé et le communiqué du 14 mai ne peut empêcher le Vietnam de passer au second plan : il reste en toile de fond mais ne crée plus l'événement militant.

Le mouvement de Mai-juin 68 a-t-il pour autant épuisé la cause vietnamienne ? Les actions spécifiques de solidarité avec le Vietnam reprennent à l'automne 1968 selon un calendrier déterminé par l'avancée des négociations et suivent ensuite le rythme de l'actualité internationale : l'investiture de Nixon en janvier 1969 puis sa visite à Paris fin février-début mars 1969 font l'objet de nouveaux appels à une mobilisation. Mais les initiatives émanent surtout des organisations de la sphère communiste qui ont repris la main après 68. Il faudra néanmoins attendre les bombardements américains de 1972 au moment où les négociations sont près d'aboutir pour voir renaître un large mouvement de solidarité avec le Vietnam.